DETTE DES PAYS DU SUD, CHANGEMENT CLIMATIQUE ET INÉGALITÉS :

COMPRENDRE ET AGIR



CCFD TERRE SOLIDAIRE



Le 22 février 2024, l'ONG ASAPSU organise une discussion participative avec les propriétaires et les travailleurs allochtones du village de Gnakoradi, à l'Est de la Côte d'Ivoire. Cette discussion s'appuie sur un jeu de plateau appelé « Terristories », représentant la carte du village et des plantations, afin de les aider à résoudre collectivement leurs conflits fonciers. Reportage Gwenn Dubourthoumieu - *Le Pèlerin* - février 2024.

Ce kit a été créé dans le cadre de la campagne *Injustices économiques, climatiques et de genre : redistribuons les cartes !* portée par le CCFD-Terre Solidaire. Il est mis à disposition du réseau de bénévoles de l'organisation ainsi que de toute personne intéressée souhaitant mieux comprendre et agir sur le sujet de la dette des pays du Sud.

Directrice de la publication : Virginie Amieux
Coordination rédactionnelle : Anouk Dancert-Vérot
Rédactrices : Anouk Dancert-Vérot, Emmy Luton
Ont participé à l'élaboration de ce document : Louise Clerc, Carmen Duarte, Mathieu Paris, Aline Pollmann, Camille Salèse, Ryad Selmani
Production : CCFD-Terre Solidaire, 4 rue Jean-Lantier, 75001 Paris, tél. 01 44 82 80 00, ccfd-terresolidaire.org
Conception graphique : Figures Libres
Imprimeur : SIPAP Imprimerie
Référence : 511325
Dépôt légal : mai 2025.

Cette publication a été cofinancée par l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité du CCFD-Terre Solidaire et ne reflète pas nécessairement les points de vue de l'Union européenne.

CCFD TERRE SOLIDAIRE
Cofinancé par l'Union européenne

~~IN~~JUSTICES ÉCONOMIQUES, CLIMATIQUES ET DE GENRE : REDISTRIBUONS LES CARTES !

Cette campagne vise à mobiliser les citoyens et les citoyennes – en particulier les 15-30 ans – et à interpeller les décideurs et décideuses politiques sur les enjeux de justice économique. En partant de l'imaginaire du jeu de cartes, nous apparentons le système capitaliste, néocolonial et patriarcal à un vaste plateau de jeu, au sein duquel seule une minorité de joueurs détient le pouvoir et édicte les règles. Nous voulons montrer qu'il est urgent de redistribuer les richesses et les pouvoirs à l'échelle internationale afin d'agir face au changement climatique et aux injustices de genre. Dans un contexte global d'austérité, dans lequel les plus riches – individus, entreprises, pays - s'enrichissent et sont seuls à prendre les décisions, les discours de réduction des dépenses publiques ne tiennent plus. Les ressources financières existent, et leur répartition dépend de choix politiques sur lesquels de nombreux acteurs, en particulier les pays du Sud, n'ont aujourd'hui pas de prise. Il est donc urgent de réécrire les règles du jeu.

Le premier levier de redistribution des richesses que nous avons identifié : l'annulation de la dette injuste et insoutenable des pays du Sud. Aujourd'hui, de nombreux analystes (économistes, organisations de la société civile comme *Development Finance International, Debt Justice,* ou *Eurodad* par exemple) considèrent que les pays du Sud sont à nouveau confrontés à une crise de la dette. Cette situation n'est pas nouvelle et nous renvoie dans les années 1980-90, où la conjoncture économique et politique internationale associée à une mauvaise gestion de la situation ont plongé plusieurs pays du Sud dans une grave crise de la dette souveraine. La crise actuelle n'est que le résultat d'un cercle vicieux en marche depuis des années, aggravé par des chocs internationaux importants dont la pandémie de COVID-19 et le changement climatique. Ils viennent s'ajouter aux fortes problématiques de financement du développement auxquels les pays du Sud sont confrontés. Cette situation les contraint d'emprunter de l'argent pour répondre à ces enjeux, ce qui les maintient dans un système injuste, dans lequel ce sont toujours les mêmes joueurs qui tirent leur épingle du jeu.

Depuis sa création, le CCFD-Terre Solidaire combat la pauvreté en s'attaquant à ses racines profondes et milite pour que l'économie soit au service du bien commun. Face à la quête effrénée du profit qui régit aujourd'hui notre monde, nous plaidons pour des solutions justes et durables face à la problématique de la crise de la dette des pays du Sud. Si cette situation semble immuable, nous croyons à une résolution possible : les gouvernements du Nord doivent prendre leurs responsabilités et prendre enfin en compte les solutions proposées par les pays du Sud et par les organisations de la société civile.

SOMMAIRE

04 **Première manche : dette des pays du Sud, fini de tricher !**

La dette des pays du Sud : un jeu truqué et injuste

Pour redistribuer les cartes, réécrivons les règles !

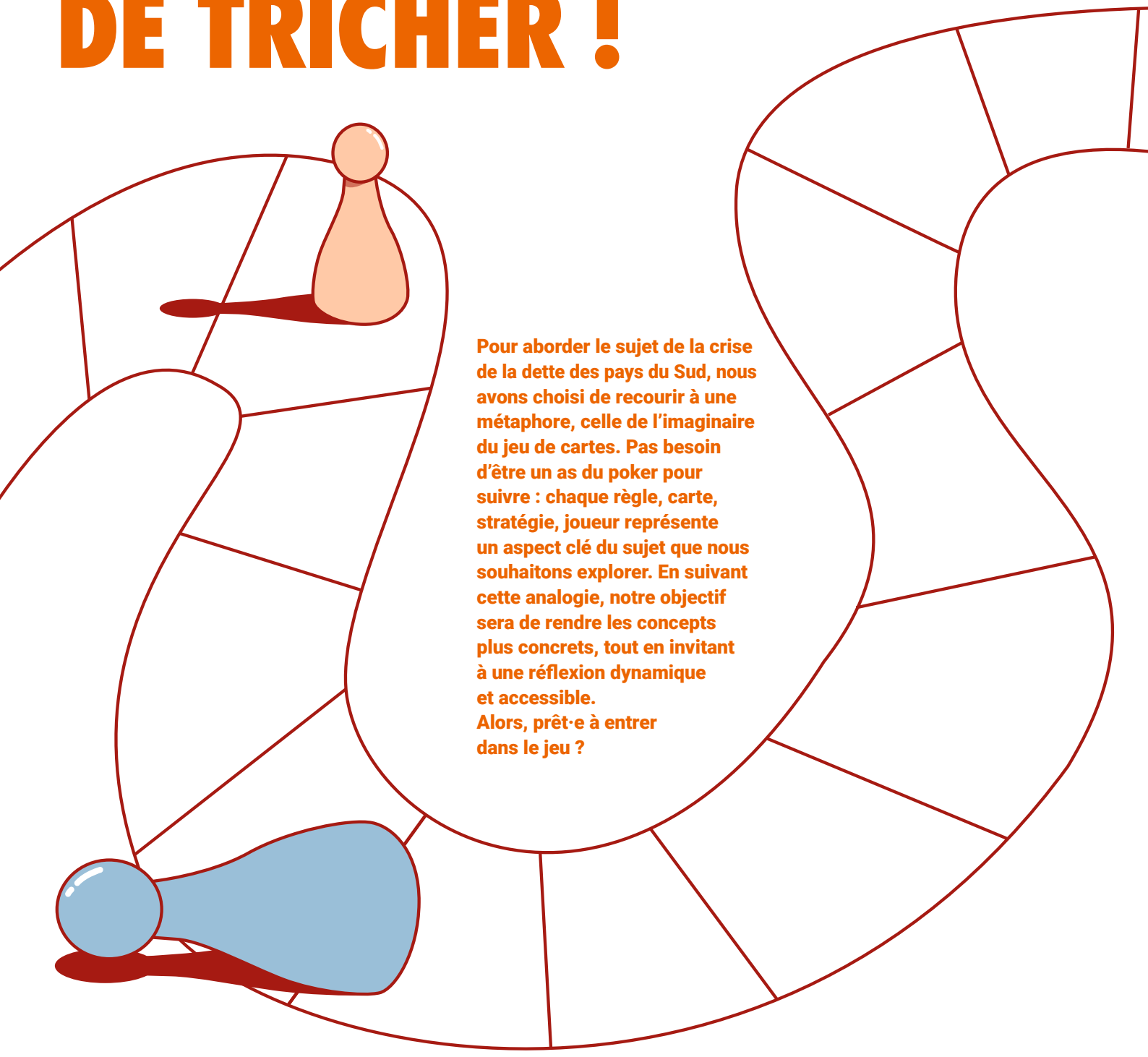
12 **Les jeux ne sont pas faits, reprenons la main ensemble !**

La boîte à outils « Bonne Pioche »

Propositions d'animation « À nous de jouer ! »

PREMIÈRE MANCHE

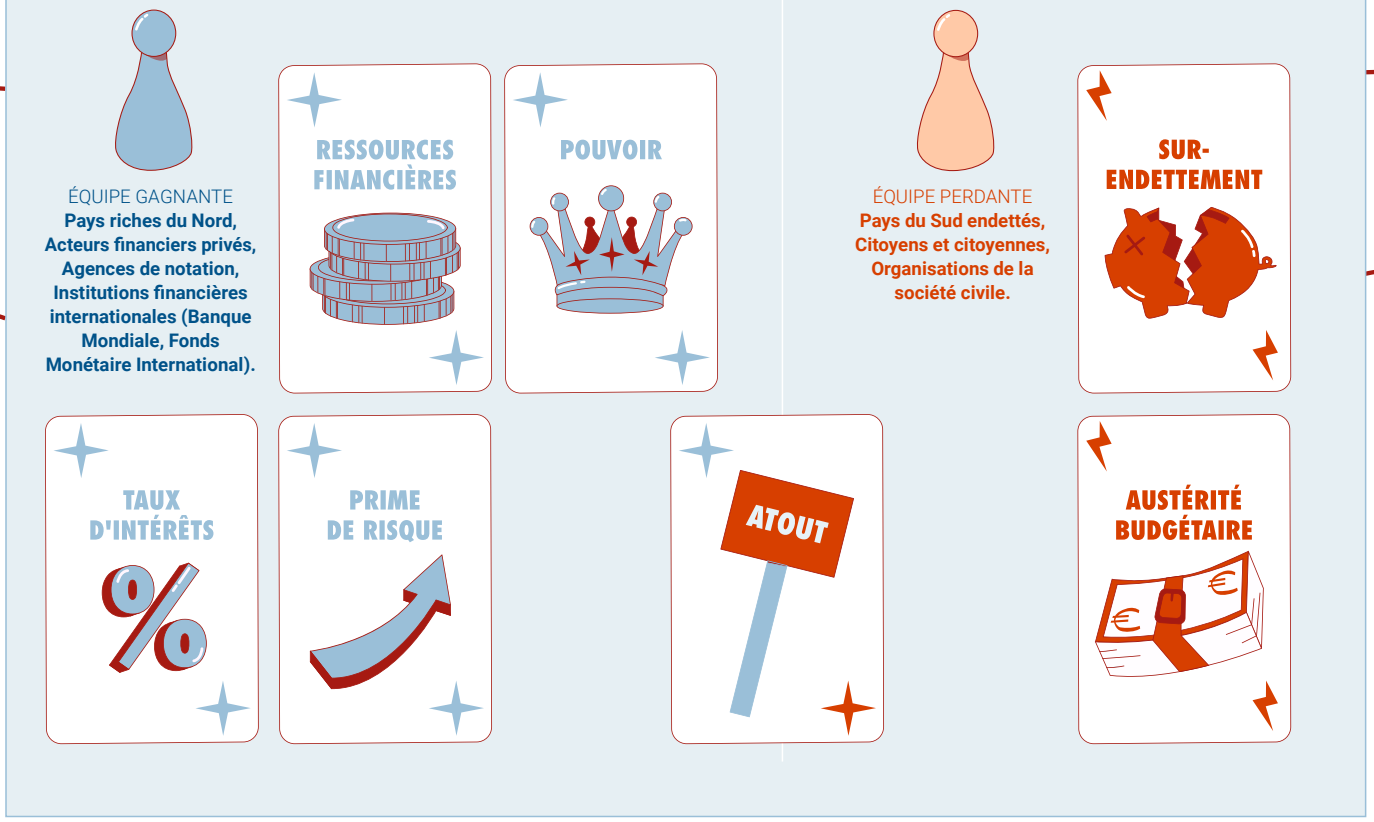
DETTE DES PAYS DU SUD, FINI DE TRICHER !



Pour aborder le sujet de la crise de la dette des pays du Sud, nous avons choisi de recourir à une métaphore, celle de l'imaginaire du jeu de cartes. Pas besoin d'être un as du poker pour suivre : chaque règle, carte, stratégie, joueur représente un aspect clé du sujet que nous souhaitons explorer. En suivant cette analogie, notre objectif sera de rendre les concepts plus concrets, tout en invitant à une réflexion dynamique et accessible.
Alors, prêt·e à entrer dans le jeu ?

LA DETTE DES PAYS DU SUD : UN JEU TRUQUÉ ET INJUSTE

MISE EN PLACE



BUT DU JEU

Et si le système financier international était un vaste plateau de jeu ? Autour de ce plateau, différents joueurs se disputent plusieurs types de cartes comme les cartes Ressources financières et Pouvoir, qui représentent les moyens nécessaires au développement d'un pays.

Le premier principe est simple : l'accumulation ! C'est la base du système capitaliste. Plus un joueur possède de cartes, plus il peut avancer dans le jeu en accumulant des ressources, du pouvoir et tous les moyens nécessaires au développement afin de générer du profit. Peu importe la façon dont il les a accumulées, l'important c'est de les avoir en main depuis longtemps. Un joueur peut les avoir volées à d'autres pendant la période de colonisation, par exemple, il peut aussi les avoir accumulées en exploitant des joueurs et joueuses minoritaires ou en développant des activités économiques détruisant des territoires, des cultures, des espaces naturels, en polluant la planète…

Et pour les garder : tout est permis ! Mais ce qui fonctionne le mieux, c'est de faire en sorte que le jeu soit basé sur l'exclusion. **C'est le deuxième principe : l'accumulation permet d'édicter les règles, et plus elles sont inégalitaires, plus les joueurs puissants s'assurent de ne pas être contraints à redistribuer leurs cartes.** Les gagnants s'assurent ainsi de le rester !

Nous aussi on veut jouer ! Parce que ce jeu est foncièrement injuste et que ses principes vont à l'encontre de notre vision d'un monde juste, inclusif et durable ; il est grand temps de s'imposer dans le jeu, et d'en réécrire les règles. **Pour les réécrire, nous devons d'abord les comprendre : découvrons comment se déroule cette première manche.**

PRÉPARATION DE LA PREMIÈRE MANCHE

En début de partie, les cartes sont distribuées de manière inégalitaire. Les joueurs de l'équipe gagnante possèdent la majorité des cartes Ressources financières et Pouvoir. Ils peuvent donc décider de les prêter à celles et ceux qui en ont besoin pour avancer dans le jeu. Non sans risque, ce prêt leur permettra d'accumuler encore plus de cartes : patience, vous allez comprendre !
Les joueurs et joueuses qui empruntent les cartes vont donc contracter une dette.

Lorsqu'on parle de la dette des pays du Sud, on parle de **dette souveraine** : c'est l'argent emprunté par un pays.

Plusieurs types de joueurs peuvent prêter aux pays du Sud :

• **Un pays riche du Nord** ou un pays émergent comme la Chine.

• **Une institution financière internationale :**
La Banque mondiale : cette institution dispose de moyens financiers importants qui lui permettent de prêter de l'argent aux pays du Sud, avec l'objectif de lutter contre l'extrême pauvreté. Elle prête donc à des conditions plus avantageuses que les autres.
Le Fonds Monétaire International (FMI) : son objectif est de promouvoir et assurer la croissance économique internationale par des activités de surveillance et d'assistance financière (des prêts) ou technique aux pays qui en ont besoin.

• **Un acteur financier privé :** une banque ou un fonds d'investissement par exemple, souvent implanté dans un pays riche du Nord, ou dans un pays émergent.

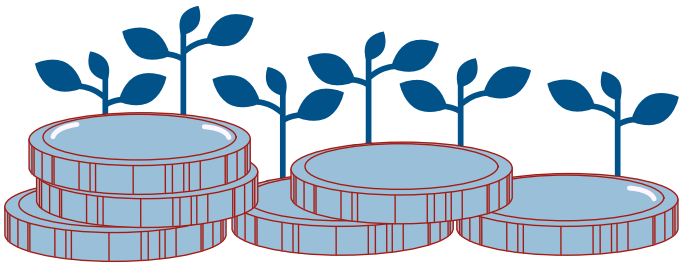
Normalement, emprunter n'est pas un problème en soi : un pays peut emprunter pour se développer et investir à long terme pour financer ses politiques publiques (améliorer le système de santé et l'accès à l'éducation, lutter contre le changement climatique…).

Pourtant, dans ce jeu injuste et inégalitaire, ces emprunts deviennent souvent un vrai fardeau pour les pays concernés.

DÉROULEMENT DE LA PREMIÈRE MANCHE

RÈGLE N°1 : PRÊTER POUR CONTINUER D'ACCUMULER !

Pour s'acquitter d'une dette, il ne suffit pas de rembourser le montant qu'on nous a prêté : un prêt se rémunère. Emprunter n'est donc pas gratuit ! Le coût d'un emprunt est appelé le **taux d'intérêt** et son montant est déterminé au moment où se décide le prêt.



On estime que :

LES PAYS DU SUD ONT BESOIN DE 1 000 MILLIARDS DE DOLLARS PAR AN D'ICI 2035

pour financer la lutte contre le changement climatique

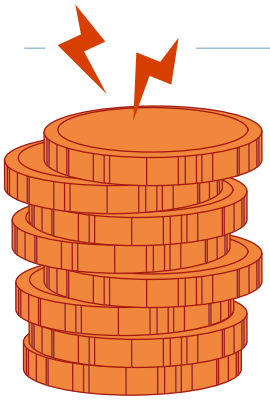
+ 4 000 MILLIARDS

pour réaliser les Objectifs de Développement Durable.

(NATIONS UNIES)

Premier tour : Dès le début, les pays riches du Nord possèdent de nombreuses cartes Ressources financières et Pouvoir, contrairement aux pays du Sud endettés. Pour pouvoir jouer, ces derniers vont emprunter 2 cartes à un pays riche du Nord. À la fin du tour, ils doivent donc lui rendre les 2 cartes empruntées, mais aussi 1 carte Taux d'intérêt pour le remercier de son prêt. Cela signifie qu'ils ont emprunté 2 cartes, mais qu'ils vont devoir en rendre 3 !

Le taux d'intérêt n'est pas le même pour tous les joueurs : alors qu'ils ne peuvent pas agir dessus, les pays du Sud endettés sont confrontés à des taux d'emprunt de 2 à 12 fois supérieurs à ceux des pays riches du Nord.



En parallèle,

LES PAYS DU SUD ONT DÉBOURSÉ 971 MILLIARDS DE DOLLARS POUR REMBOURSER LEURS CRÉANCIERS EXTÉRIEURS EN 2023,

soit 2,7 milliards de dollars par jour.

(BANQUE MONDIALE)

Avant de prêter ses cartes, le pays riche du Nord va essayer de savoir si le pays du Sud endetté sera en mesure de les lui rendre à la fin du tour. Pour cela, il va regarder combien de cartes possède le pays du Sud endetté avant le prêt. Ensuite, il va calculer le nombre de cartes Ressources financières et de cartes Taux d'intérêt nécessaires pour être remboursé. C'est en comparant ces deux nombres qu'il va estimer la capacité du pays du Sud endetté à rendre les cartes empruntées.

C'est ce qu'on appelle la **soutenabilité de la dette** : il faut que la production de richesses d'un pays (son Produit Intérieur Brut) lui permette de rembourser sa dette et ses intérêts. Moins la dette d'un pays est soutenable, et plus… le coût de son emprunt sera élevé : s'il y a un risque que le pays du Sud endetté ne rembourse pas son emprunt, le pays riche du Nord va mettre en place une nouvelle règle afin d'assurer ses arrières.

Nouveau joueur ! Les agences de notation sont des entreprises privées qui évaluent la capacité des emprunteurs à rembourser leurs dettes. Dans ce jeu, plus le pays du Sud endetté est en difficulté pour rembourser, plus il est risqué de lui accorder un prêt. Le pays riche du Nord aura donc le droit à une prime de risque, qui s'ajoute aux intérêts. Ce sont les agences de notation qui évaluent le montant de cette prime de risque.

Reprenons nos joueurs : le pays du Sud endetté souhaite emprunter 2 cartes Ressources financières au pays du Nord. Ce dernier estime que c'est risqué parce que le pays du Sud a très peu de cartes en main. Il décide de lui demander une carte Prime de risque en plus. Le pays du Sud ne doit donc plus lui rendre 3 cartes (les 2 cartes Ressources financières empruntées et la carte Taux d'intérêt), mais 4. Le pays du Sud endetté est forcément perdant.

Fin du tour : Avez-vous deviné qui a gagné ? Sans grande surprise, les joueurs de l'équipe gagnante le restent à la fin du tour. Moins un pays a de ressources financières, plus il a besoin d'emprunter de l'argent pour financer ses politiques publiques, et plus son emprunt lui coûtera cher. Difficile pour lui de sortir de ce cercle vicieux.

RÈGLE N°2 : REMBOURSER À N'IMPORTE QUEL PRIX

Si le joueur pays du Sud endetté n'a plus assez de cartes au moment de rembourser sa dette, il peut négocier. Il peut demander d'en rendre moins ; mais il peut aussi demander de pouvoir jouer des tours supplémentaires avant de devoir rendre les cartes Ressources financières empruntées. C'est ce qu'on appelle le rééchelonnement.

Nouveaux joueurs ! Si le pays du Sud endetté a emprunté auprès de la Banque mondiale ou du FMI, il doit négocier auprès d'eux. En revanche, s'il a emprunté auprès d'un pays riche du Nord, il négocie face au Club de Paris, un groupe de pays riches. Quelles que soient les négociations, il ne fait pas le poids, car il ne possède pas suffisamment de cartes Pouvoir.

Plus on a de cartes Ressources financières, plus on accumule des cartes Pouvoir. Posséder des cartes Pouvoir permet de poser les conditions de la négociation, donc de décider des règles du jeu. Le pays du Sud endetté qui a emprunté auprès du pays riche du Nord va voir le Club de Paris afin de demander une solution face à son incapacité à

rembourser sa dette. En échange de cette négociation, le pays du Sud endetté va devoir respecter des conditionnalités. Ce sont de nouvelles règles, imposées par des prêteurs comme le FMI et indirectement par les pays riches car ils dominent ces institutions financières. L'objectif étant que le pays du Sud endetté puisse récupérer des cartes Ressources financières supplémentaires, par tous les moyens possibles.

NOUVELLES RÈGLES ! LES CONDITIONNALITÉS

• **Réduire les dépenses publiques :** mettre en place des plans sociaux ou des mesures d'austérité budgétaire. Par exemple, supprimer des subventions publiques existantes sur les produits de première nécessité. L'argent dégagé par la réduction de la dépense publique sera utilisé pour rembourser la dette.

• **Privatisations et libéralisation du commerce :** par exemple, supprimer les barrières tarifaires existantes sur les importations, ce qui permet d'attirer des entreprises étrangères pour investir dans le pays à des tarifs plus bas. Elles viendront concurrencer les entreprises locales qui auront du mal à survivre, mais l'argent issu de ces investissements sera utilisé pour rembourser la dette.

• **S'intégrer aux marchés mondiaux** plutôt que d'investir à l'intérieur du pays. Par exemple, au lieu d'investir dans des cultures vivrières qui visent à nourrir la population, investir dans des cultures d'exportation. Les agriculteurs locaux voient leurs parcelles diminuer, la faim augmente, mais l'argent issu de ces ventes sera utilisé pour rembourser leur dette.

Ces conditionnalités ne sont pas nouvelles : elles étaient déjà imposées – notamment par le FMI – aux pays du Sud lors de la première crise de la dette dans les années 1980-1990. Elles ont des conséquences désastreuses sur les populations locales, et elles ne visent ni à respecter leurs droits, ni à protéger la planète, mais uniquement à dégager le plus d'argent possible, le plus rapidement. Aujourd'hui, les pays du Sud utilisent près de la moitié de leur budget pour rembourser la dette. Autant d'argent qui n'est pas utilisé pour lutter contre les inégalités, la pauvreté et le changement climatique.

Les joueurs qui s'en sortent le mieux restent les acteurs financiers privés (créanciers privés), ce sont les principaux prêteurs aujourd'hui. Ils ne s'embêtent pas avec des conditionnalités : les pays du Sud doivent rembourser comme c'était prévu depuis le départ, quelle que soit la situation. Les taux d'intérêt de leurs prêts sont aussi bien plus élevés que les autres. Pas de négociations, ils ne participent même pas aux discussions en cas de crise ou de situation insoutenable. S'ils sont plus difficiles à contraindre et à encadrer, toujours est-il qu'il est de la responsabilité des États, notamment du Nord, de mettre en place des règles qui s'appliquent aux acteurs financiers privés également.

Aujourd'hui, la dette des pays du Sud est détenue à :

60 %

PAR DES CRÉANCIERS PRIVÉS.

(BANQUE MONDIALE)



Bref, c'est un jeu truqué et injuste : plus on a de cartes Ressources financières au début, et plus on continue d'en accumuler à chaque tour ! On accumule en parallèle des cartes Pouvoir, qui nous permettent de mettre en place les règles qui nous arrangent. On commence perdant et on finit perdant, mais derrière les pays emprunteurs, ce sont les populations qui subissent de plein fouet les conséquences de la crise de la dette.

VARIANTE 1 : OÙ SONT LES JOUEUSES ?

Les femmes sont les vraies perdantes de ce jeu truqué, car elles en sont exclues. Dans le monde, les femmes sont sous-représentées à tous les niveaux du pouvoir décisionnel : elles subissent donc des règles écrites sans elles. Elles sont aussi les premières impactées par les conditionnalités imposées lors des négociations sur la dette, et notamment les baisses de dépenses publiques. Cette réduction touche avant tout les secteurs de la santé, de l'éducation, de la lutte contre le changement climatique ou de l'accès à l'eau… des secteurs d'activité qui emploient en majorité des femmes. De plus, dans des contextes où l'État tend à rester en retrait, elles sont contraintes d'assumer la charge accrue du travail domestique et de soin, souvent sans reconnaissance ni compensation. Cela s'explique par le deuxième principe sur lequel

se base ce jeu. Vous vous souvenez ? Ce jeu fonctionne parce qu'il est basé sur l'exclusion. L'exclusion des espaces de décision et l'exploitation des femmes par le travail domestique permet aux autres joueurs d'accumuler encore plus de ressources et de continuer à décider des règles qui s'imposent à elles, sans qu'elles n'aient leur mot à dire.

VARIANTE 2 : ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS TOUT ÇA ? UN MOYEN POUR LES JOUEURS DE S'ENRICHIR ENCORE PLUS !

Que se passe-t-il lorsqu'on ajoute la variante « changement climatique » ? Rien de plus simple, il suffit d'appliquer la règle n°1 ! Alors que les pays qui subissent le plus les effets du changement climatique sont ceux qui en sont le moins responsables, ils se retrouvent à devoir payer plus que les autres pour y faire face. En effet, plus un pays est vulnérable face aux conséquences du changement climatique, plus le coût de son emprunt va être important. C'est le retour du cercle vicieux : plus un pays subit le changement climatique, plus il a besoin d'investir pour y faire face, donc plus il va devoir emprunter. Le coût de son emprunt étant particulièrement élevé du fait de sa vulnérabilité, il va finir par utiliser plus d'argent pour rembourser sa dette, que pour lutter contre le changement climatique.
En parallèle, reconnaissant leur responsabilité historique dans le changement climatique (liée notamment à leur industrialisation), les pays du Nord se sont engagés à verser des financements spécifiques aux pays du Sud pour les aider à mettre en œuvre des mesures d'atténuation (réduction des émissions de gaz à effet de serre) et d'adaptation. Le problème aujourd'hui : ces financements sont versés sous forme de prêts plutôt que de dons, ils viennent donc alourdir la dette des pays du Sud et alimenter le cercle vicieux.

FIN DE MANCHE

Il est temps de mettre un terme à ces injustices. Cette mécanique de la dette est une illustration frappante du fait que le système financier international contribue à perpétuer l'exploitation des pays du Sud, dans la continuité historique de la colonisation. En effet, les pays colonisateurs se sont développés et industrialisés en pillant les matières premières des pays colonisés et en exploitant les populations et les terres. On peut donc considérer que ces pays ont une dette écologique, historique et sociale envers les populations du Sud, car ils se sont développés sur le dos de ces populations. Sur ces constats s'appuie le concept politique de « dette écologique », utilisé par de nombreuses organisations de la société civile et activistes afin d'exposer la responsabilité historique des pays du Nord vis-à-vis des pays du Sud.

Il est grand temps de réécrire les règles de ce système financier injuste qui favorise les mêmes joueurs afin de privilégier enfin les populations et la planète.

POUR REDISTRIBUER LES CARTES, RÉÉCRIVONS LES RÈGLES !

PREMIÈRE TENTATIVE

Remise en cause du 2e principe du jeu (exclusion) ! Entre les années 1990 et 2000, de nouveaux joueurs et joueuses ont tenté de remettre en question ce jeu injuste et ont souhaité redistribuer les cartes. Le pape Jean-Paul II avait ainsi appelé à annuler la dette des pays du Sud dans le cadre du Jubilé de l'an 2000. Soutenant cette initiative, les citoyens et citoyennes ont répondu à son appel et de grandes mobilisations organisées par la société civile ont eu lieu. La pression citoyenne a été telle, que de nombreuses dettes ont été réduites voire annulées : au total, ce sont plus de 100 milliards de dollars de dettes qui ont été allégées selon la Banque mondiale.

Échec et mat ? Malgré l'utilisation de leurs cartes Pouvoir, le pape et les citoyens et citoyennes n'ont cependant pas réussi à obtenir la réécriture des règles du jeu. Les gagnants le sont restés : les pays riches du Nord et les acteurs financiers privés continuent de dicter leurs règles pour rafler toutes les mises ! Aujourd'hui, les pays du Sud sont à nouveau plongés dans une substantielle crise de la dette. Depuis le précédent Jubilé, les inégalités ont très largement augmenté et les chocs extérieurs (COVID-19, guerre en Ukraine…) ont entraîné des répercussions économiques considérables qui touchent les populations des pays du Sud.

De nouveau détériorée, la situation des pays du Sud est d'autant plus préoccupante qu'elle ne leur permet pas de répondre aux conséquences du changement climatique. Selon le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD), 135 millions de personnes pourraient ainsi basculer dans la pauvreté d'ici à 2030 si rien n'est fait pour combattre les conséquences du changement climatique.

Enfin, par rapport à l'an 2000, les acteurs qui détiennent la dette ont changé. Désormais, les acteurs financiers privés occupent une place prépondérante : ils détiennent maintenant 60% de la



Aujourd'hui, les pays du Sud utilisent :

PRÈS DE LA MOITIÉ DE LEUR BUDGET POUR REMBOURSER LEUR DETTE.

= 3 X
leurs dépenses en éducation



= 11 X
leurs dépenses en protection sociale



= 54 X
les dépenses pour lutter contre le changement climatique.



(DEVELOPMENT FINANCE INTERNATIONAL)

dette des pays du Sud. Or, ils n'ont aucune obligation de participation aux initiatives internationales (G7, G20…) visant la restructuration ou l'annulation de dettes.

DÈS 2025, JOUONS CARTES SUR TABLE AVEC NOS NOUVEAUX ATOUTS

Rebelote ? Cette première défaite n'est pas une fatalité : on a encore des cartes à jouer ! D'autant plus que l'engagement des années 2000 a donné des résultats et l'année 2025 nous donne l'occasion de relancer la même dynamique citoyenne et utiliser nos cartes Atouts !

Une nouvelle année jubilaire. L'année 2025 a été décrétée comme une année Sainte par le pape François. Peu avant le début du Jubilé 2025, il déclarait : *« J'invite la Communauté internationale à agir pour remettre la dette extérieure, en reconnaissant l'existence d'une dette écologique entre le Nord et le Sud. C'est un appel non seulement à la solidarité, mais surtout à la justice. »* (Message pour la 58ème Journée mondiale de la paix du 12 décembre 2024). 25 ans après, c'est donc une occasion unique pour raviver l'esprit de cette mobilisation historique dont nous avons tiré les leçons !

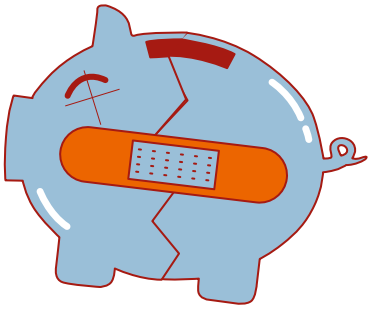
Deux nouvelles arènes de négociation. En 2025, se tiendra également la 4ème Conférence internationale sur le financement du développement (FfD4) à Séville, en Espagne. Du 30 juin au 3 juillet 2025, les États membres des Nations unies se retrouveront pour négocier les moyens alloués au développement des pays du Sud. Le CCFD-Terre Solidaire y sera présent et appellera à une véritable réforme du système financier international notamment dans le cadre de la gestion de la dette. Ces négociations sont capitales car, en tant que coordinatrice du Club de Paris, la France est souvent à l'origine des politiques de restructuration de la dette. Elle a ainsi un rôle important à jouer lors de cette Conférence et pourrait donc considérablement influencer les décisions politiques.

Prévue en novembre 2025 à Belém, au Brésil, la COP30 représenterait aussi une fenêtre stratégique en faveur de l'annulation des dettes des pays du Sud et de l'octroi de financements Climat majoritairement sous la forme de dons et non de prêts, comme c'est le cas aujourd'hui.

Nos propositions collectives. Lassés d'être les éternels perdants de ce jeu truqué, nous nous sommes organisés en conséquence et avons de nouvelles règles à proposer. Aux côtés d'autres organisations, le CCFD-Terre Solidaire demande donc :

- De mettre fin à la crise de la dette en annulant et en trouvant une issue aux dettes injustes et insoutenables, sans conditions politiques et économiques ;
- D'empêcher que les crises de la dette ne se reproduisent en s'attaquant à leurs causes profondes, en réformant le système financier mondial qui est injuste et reste dominé par les plus riches, et ce dans l'objectif de donner la priorité aux personnes et à la planète ;
- D'établir un espace de discussion permanent, transparent, contraignant et global de gestion de la dette au sein de l'Organisation des Nations unies. Cette nouvelle gouvernance devra également être inclusive en intégrant les minorités et en particulier les femmes dans les négociations.

Notre force collective. Dès 2025, nous nous engageons ainsi à porter ces demandes lors de ces différents évènements clés. Vous souhaitez jouer avec nous ? Alors engagez-vous à nos côtés pour faire accepter ces nouvelles règles. Cette nouvelle partie ne fait que commencer… reprenons la main pour réécrire les règles !



La mobilisation citoyenne compte : dans les années 1990-2000, notamment dans le cadre du Jubilé 2000, elle a permis l'allégement de plus de

100 MILLIARDS DE DOLLARS DE DETTE.

(BANQUE MONDIALE)

LES JEUX NE SONT PAS FAITS

REPRENONS LA MAIN ENSEMBLE !



Les bénévoles du CCFD-Terre Solidaire mobilisés pour la Journée mondiale d'action pour le Climat en 2021, place de l'Hôtel de Ville, Paris. Ophélie Chauvin / CCFD-Terre Solidaire

Pour répondre aux besoins des populations là-bas, nous avons besoin de vous ici. La campagne *~~In~~justices : redistribuons les cartes !* nous donne l'occasion d'agir, notamment dans nos territoires. **Notre mobilisation est primordiale pour sensibiliser les citoyennes et les citoyens à ces enjeux de justice économique et de redistribution des richesses et des pouvoirs.** En amplifiant l'adhésion de l'opinion publique, nos demandes peuvent trouver un nouvel écho auprès des médias et la pression collective peut faire basculer les décisions politiques.

Dès cette année, vous avez un rôle à jouer. Actions de sensibilisation, actions de rue, communication sur les réseaux sociaux, médiatisation… autant de possibilités d'agir localement et numériquement et ce, durant les prochains temps forts (Conférence sur le financement du développement (FfD4), COP30…). Ce kit vous propose quelques outils pour mener à bien la campagne : à vous de piocher parmi les différentes propositions d'actions ou à vous d'en créer de nouvelles. **Alors saisissez votre chance pour renverser la tendance !**

LA BOÎTE À OUTILS « BONNE PIOCHE »

LES RESSOURCES GAGNANTES POUR COMMUNIQUER ET MENER À BIEN LA PREMIÈRE ANNÉE DE LA CAMPAGNE

UNE PRÉSENTATION CLÉS EN MAIN POUR SENSIBILISER



Cet outil est idéal pour sensibiliser le grand public à la crise de la dette des pays du Sud en diffusant nos messages de manière claire, structurée et cohérente. Modifiable, le diaporama peut être adapté et enrichi par des propositions d'animation.

UNE PÉTITION POUR EXIGER DES SOLUTIONS FACE À LA DETTE DES PAYS DU SUD

Dans le cadre de l'année jubilaire de l'Église catholique, nous avons rejoint la campagne de Caritas Internationalis « Transformer la dette en espoir » dans laquelle nous appelons à la fin de la crise de la dette, à une réforme du système financier mondial et à l'établissement d'une gouvernance de gestion de la dette au sein de l'Organisation des Nations unies.

Nous appelons à faire signer cette pétition tout au long de l'année 2025. Nous visons un objectif de 10 000 signatures en France à la fin de l'année jubilaire pour contribuer à la campagne internationale. Et plus le nombre de signatures à cette pétition sera important, plus le gouvernement français sera enclin à se positionner en faveur de nos demandes. En récoltant des signatures lors d'évènements locaux, nous pourrons ainsi appeler à mettre fin à la crise de la dette des pays du Sud et plaider pour que la lutte contre les inégalités, la pauvreté et le changement climatique soit enfin priorisée !

La pétition en ligne, sa déclinaison papier et des visuels pour la relayer sont à retrouver sur le site internet du CCFD-Terre Solidaire à l'adresse suivante :

https://ccfd-terresolidaire.org/petition-pour-exiger-des-solutions-face-a-la-crise-de-la-dette-des-pays-du-sud/



RUSE : MISEZ SUR LA COMMUNICATION DIGITALE !

Faites monter en puissance les enjeux liés aux injustices économiques, climatiques et de genre en vous mobilisant sur le numérique. Quelques trucs et astuces à appliquer :

- Être garant de l'identité visuelle du CCFD-Terre Solidaire
- Relayer et amplifier les publications du CCFD-Terre Solidaire
- Utiliser les messages clés de la campagne
- Ne pas négliger ses canaux de communication personnels
- Filer la métaphore du jeu de cartes dans vos communications
- Utiliser le logo de la campagne
- Utiliser l'hashtag de la campagne #Redistribuonslescartes
- Taguer le CCFD-Terre Solidaire sous vos publications
- Utiliser les emojis suivants :

🃏 🎲 ⚖️ 🏛️ ♟️ ♠️ ♥️ ♦️ ♣️

Toutes les ressources proposées ci-dessous sont disponibles en format numérique sur la page de campagne du site internet du CCFD-Terre Solidaire mais également au sein du groupe La Place « Justice économique » et dans la docuthèque.

PROPOSITIONS D'ANIMATION « À NOUS DE JOUER ! »

DES ANIMATIONS LUDIQUES POUR SENSIBILISER ET AGIR

QUIZ « L'INJUSTE PRIX » (20 MIN)

Attention, plusieurs réponses peuvent être possibles !

1. Quelle était la somme déboursée par les pays du Sud pour rembourser leur dette aux pays riches en 2023 ?
♦ 20 millions $/jour
♠ 186 millions $/jour
♥ 1,2 milliard $/jour
♣ 2,66 milliards $/jour

2. Quelles sont les conséquences d'un surendettement sur les populations des pays du Sud ?
♦ Une amélioration de la qualité de vie
♠ Une détérioration des services publics
♥ Une exposition plus importante aux effets du changement climatique
♣ Une hausse des prix des produits de première nécessité

3. En 2024, quels acteurs détenaient le plus la dette des pays du Sud ?
♦ Les organisations non gouvernementales (ONG)
♠ Les institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale)
♥ Les créanciers privés (banques commerciales)
♣ Les pays riches du Nord

4. Lors du précédent Jubilé de l'an 2000, quelles avancées ont été obtenues ?
♦ Malheureusement, aucune !
♠ Des annulations massives de dettes
♥ L'annulation de toutes les dettes
♣ Une modification des règles qui encadrent la dette des pays du Sud

5. Le gouvernement français joue un rôle important dans les instances internationales car…
♦ Il se positionne systématiquement en faveur d'une annulation des dettes des pays du Sud
♠ Il reste en retrait et laisse la responsabilité aux autres pays riches de prendre des décisions à sa place
♥ Il participe activement aux discussions pour résoudre la crise de la dette mais souvent sous conditions
♣ Il porte la voix des pays du Sud et agit en tant que médiateur

6. Quelles sont les demandes politiques que portent le CCFD-Terre Solidaire ?
♦ La baisse des dépenses publiques
♠ L'annulation des dettes insoutenables des pays du Sud
♥ L'augmentation des taux d'intérêt
♣ La création d'un espace de restructuration des dettes plus juste et inclusif

7. Que peuvent faire les citoyens et les citoyennes en France au sujet de la crise de la dette des pays du Sud ?
♦ Signer et relayer la pétition de Caritas Internationalis
♠ Organiser une action de rue pour sensibiliser l'opinion publique
♥ Mobiliser son entourage grâce aux réseaux sociaux
♣ Malheureusement, ils et elles ne peuvent rien faire

Réponses : 1 - ♣ (p. 7) ; 2 - ♠ ♥ ♣ (p. 3, 8 et 9) ; 3 - ♥ (p. 8) ; 4 - ♠ (p. 11) ; 5 - ♥ (p. 11) ; 6 - ♠ ♣ (p. 11) ; 7 - ♦ ♥ ♠ (p. 12)

PAS EN AVANT « À PAS (IN)ÉGAUX » (1H30)

NOTE POUR L'ANIMATION

Cette animation n'a pas pour objectif de démontrer que seules les populations des pays du Sud sont affectées par les conséquences d'un niveau élevé de dette publique. Dans d'autres pays, comme en France, la dette publique augmente. Toutefois, l'intensité de l'impact sur les populations varie en fonction des richesses du pays et de la stabilité de son système politique, social et économique. Pour approfondir ces considérations, **un document sur les idées reçues autour de la dette accompagne ce kit, n'hésitez pas à vous y référer**. Cette animation peut aussi permettre d'aborder les effets des politiques d'austérité sur les populations, en France, dans les pays du Sud, et ailleurs.

L'animation du « Pas en avant » est un jeu de rôle qui invite les participantes et participants à se mettre dans la peau d'un personnage et à imaginer comment pourrait être leur vie.

PRINCIPE

Lorsque j'estime être avantagé·e par la situation, j'avance d'un pas, lorsque j'estime être désavantagé·e, je reste sur place. Ce pas en avant vise à susciter la discussion autour des injustices en général, et plus particulièrement celles liées à la dette des pays du Sud.

OBJECTIFS

- Prendre conscience de l'impact du surendettement d'un pays sur les populations et ouvrir le débat sur les privilèges et les discriminations à différentes échelles (internationale/nationale, riches/pauvres, hommes/femmes-minorités…).
- De faire connaître le CCFD-Terre Solidaire et son action et proposer au public de se mobiliser contre les injustices économiques, climatiques et de genre dans le cadre de la campagne ***~~In~~justices : redistribuons les cartes !***

PUBLIC CIBLE

jeunes (15-30 ans) et grand public

NOMBRE DE PARTICIPANT·ES

10

NOMBRE D'ANIMATEUR·RICES

minimum 1

MATÉRIEL SPÉCIFIQUE

- Vidéoprojecteur, système audio, câbles et adaptateur
- Cartes personnages imprimées
- Appareil photo et autorisations de droits à l'image

DÉROULEMENT DE L'ANIMATION

Accueil et présentation du CCFD-Terre Solidaire (10 min) :
Avant de débuter, les animateurs et animatrices peuvent proposer un tour de table où chacun et chacune se présente et dit s'il ou elle connait le CCFD-Terre Solidaire. Ensuite, présentez l'organisation à l'aide de la vidéo suivante : « Le CCFD-Terre Solidaire en 2 min » (1'41), YouTube, 2019

Présentation de la campagne et de la crise de la dette des pays du Sud (20 min) :
Après cette brève introduction et, à l'aide du support PowerPoint, présenter la campagne Injustices : redistribuons les cartes ! et son focus « crise de la dette des pays du Sud ».

Présentation du pas en avant et distribution des rôles (5 min) :
Expliquez le principe du pas en avant. Pour rappel, la personne en charge de l'animation devra lire différentes situations en lien avec la crise de la dette des pays du Sud. Durant toute la durée de l'animation, les joueurs et joueuses devront faire un « pas en avant » lorsqu'une situation s'applique à leur personnage, ou rester en place s'il n'y a pas d'impact direct.

Distribuez à chaque participant·e une carte de personnage fictif (voir les cartes en annexe du document) représentant une personne habitant dans différents pays du monde, chacune étant affectée différemment par la crise de la dette. Attention, ils et elles ne doivent pas révéler leurs cartes !

PAS EN AVANT « À PAS (IN)ÉGAUX » (SUITE)

Pas en avant (30 min) :
La liste des situations :

1. J'ai accès à une éducation publique gratuite ou à des bourses d'études, car mon pays peut choisir ses priorités de dépenses malgré le remboursement de sa dette.
2. Mon pays a les moyens financiers et matériels pour protéger sa population en cas de catastrophe naturelle.
3. J'ai accès à des soins médicaux gratuits, car mon pays peut choisir ses priorités de dépenses malgré le remboursement de sa dette.
4. Mon pays investit dans des infrastructures plus durables et éco-responsables.
5. Mon pays utilise une partie importante de son budget pour sensibiliser sa population aux inégalités entre hommes et femmes car la lutte contre le patriarcat est sa priorité.
6. Des aides publiques sont accordées aux agriculteurs et agricultrices dans le cas où le changement climatique impacte leurs récoltes.
7. Mon pays a décidé de baisser les dépenses publiques pour rembourser sa dette, cela peut avoir des conséquences sur l'éducation des enfants (écoles insalubres, manque de professeur·es...).
8. Mon pays peut investir dans la santé des femmes (santé reproductive, suivi de grossesse…)

Débriefing (15 min) :
Posez les questions suivantes :

- Qu'avez-vous ressenti ? En commençant par celles et ceux qui ont le plus avancé.
- Avez-vous eu conscience que certains ou certaines n'avançaient pas au même rythme ? Si oui, à quels moments ?

Demandez à chacun et chacune de révéler leur rôle et posez les questions suivantes :

- Où vous situeriez-vous si vous aviez joué votre propre rôle ?
- Était-il difficile de se mettre dans un rôle qui est différent du sien ? Pourquoi ?

Enfin, remerciez les participantes et les participants et récupérer les cartes rôles.



Dans le cadre du Solifest (évènement de mobilisation éco-citoyenne porté par les bénévoles du CCFD-Terre Solidaire Normandie) organisé en 2022, Cécile Depoilly, salariée de l'association, est en train de débriefer sur le jeu éducatif qui vient d'être fait. Jean Francois Brulard / CCFD-Terre Solidaire

PAS EN AVANT « À PAS (IN)ÉGAUX » (ANNEXE : LISTE DES PERSONNAGES)

1. Mary, 28 ans, employée de bureau et actuellement enceinte de son premier enfant.
Mary est inquiète pour son accouchement : son pays mène des coupes budgétaires importantes dans le secteur de la santé pour rembourser sa dette. Son pays manque cruellement de médecins et encore plus de sage-femmes. Elle est également inquiète pour le futur de son enfant car, même s'il disposera d'une éducation gratuite et de qualité, il pourrait être affecté par les effets du changement climatique. En effet, sa région est particulièrement sujette aux inondations et son pays n'a pas les moyens d'investir dans des infrastructures durables.

2. Véronique, 54 ans, journaliste pour un média local.
Véronique mène une vie tranquille au bord de l'océan et réalise le travail de ses rêves. Elle ne s'inquiète pas pour la bonne santé économique de son pays, d'ailleurs les institutions financières de celui-ci prêtent de l'argent à d'autres pays.

3. Roshan, 32 ans, urbaniste pour la mairie de la capitale de son pays.
Roshan a eu énormément de difficultés pour faire les études dont il rêvait pour devenir urbaniste. Maintenant qu'il a réussi et trouvé un emploi en tant que fonctionnaire, il risque d'être licencié en raison de coupes budgétaires. La mairie pour laquelle il travaille n'a plus d'argent pour investir dans l'urbanisme et encore moins dans l'urbanisme durable. Son pays est effectivement très endetté et doit rembourser des prêts massifs quitte à sacrifier des secteurs clés comme l'éducation. Seul le secteur de la santé semble épargné par les mesures d'austérité budgétaire menées par le gouvernement en place.

4. Omar, 28 ans, instituteur dans une école publique.
Omar est un citoyen confiant et heureux : il enseigne dans de bonnes conditions puisque son école reçoit d'importants investissements publics. Ses élèves disposent de tout le matériel nécessaire pour apprendre et il est persuadé qu'ils et elles vont grandir dans de bonnes conditions économiques et sociales car son pays dispose de ressources financières importantes.

5. Sarah, 23 ans, étudiante universitaire.
Sarah est étudiante à l'université mais lutte pour obtenir des bourses d'études car ses parents n'ont pas les moyens pour l'aider financièrement. De plus, il manque énormément de professeur·es dans son université et les locaux sont délabrés et insalubres. Il semblerait que les études supérieures ne soient pas une priorité pour son pays face aux nécessités de remboursement de sa dette. Son pays a plutôt priorisé la santé publique et la lutte contre les effets du changement climatique.

6. Ashwin, 9 ans, écolier.
Ashwin ne peut aller à l'école que seulement 3 jours par semaine car le reste du temps, il n'y a pas d'instituteur·rice. Son pays n'a pas les moyens d'investir dans l'école publique ni dans d'autres domaines car il souhaite, en priorité, protéger les soins publics et gratuits pour toutes et tous.

7. Aissatou, 42 ans, pédiatre à l'hôpital public.
Aissatou est médecin et, chaque jour, elle lutte pour avoir les ressources financières nécessaires pour soigner ses patient·es. Avec le manque cruel de personnel à l'hôpital, elle travaille plus de 60h par semaine ce qui la contraint souvent à passer moins de temps auprès de ses enfants. D'ailleurs, ces derniers vont dans des écoles privées payantes car l'école publique est à l'abandon. Il semblerait que son pays ait priorisé la lutte contre le réchauffement climatique car il en est particulièrement affecté avec des crises de sécheresse dévastatrices.

8. Eduardo, 57 ans, agriculteur.
Eduardo est très angoissé par l'avenir : il sait que le changement climatique va avoir d'énormes répercussions négatives sur ses récoltes. De plus, il sait qu'il ne bénéficiera pas d'aides publiques pour y faire face car son pays doit rembourser sa dette auprès de créanciers extérieurs. Les seules ressources financières de son pays sont allouées au secteur de l'éducation ce qui profitera notamment à sa fille qui bénéficiera de cours gratuits.

CRÉATION D'AFFICHES DE CAMPAGNE « DEVIENS UN AS DE LA COM' ! » (2H)

Cette proposition d'animation est destinée aux jeunes de 15 à 25 ans. Après s'être appropriés les thèmes et les messages clés de la campagne *~~In~~justices : redistribuons les cartes !* et à partir de modèles, les jeunes sont invités à réaliser leur propre affiche avec un slogan unique de campagne autour de la question de la dette des pays du Sud.

ASTUCE
Vous pouvez envisager de réaliser les affiches sur Internet (grâce à des logiciels de conception graphique en ligne par exemple) si les jeunes, notamment les étudiant·es, ont accès à des ordinateurs.

PUBLIC CIBLE
jeunes (15-25 ans)

NOMBRE DE PARTICIPANT·ES
15

NOMBRE D'ANIMATEUR·RICES
minimum 2

MATÉRIEL SPÉCIFIQUE
- Petites feuilles et stylos pour le brainstorming
- Grandes feuilles (de type *paperboard*) ou grands cartons
- Marqueurs, feutres, crayons ou peinture
- Modèles d'affiches à imprimer
- Vidéoprojecteur, système audio, câbles et adaptateur
- Appareil photo et autorisations de droit à l'image

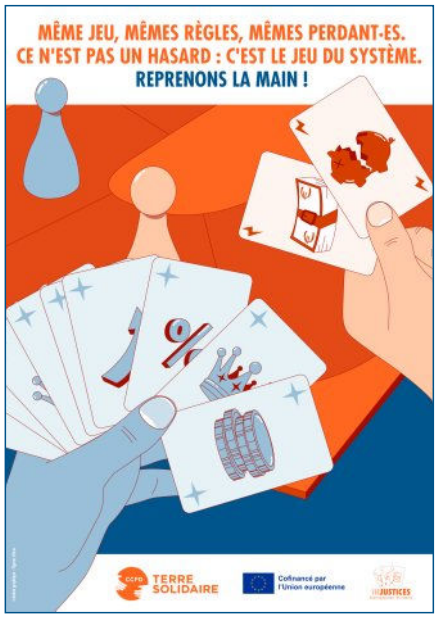
DÉROULEMENT DE L'ANIMATION

Accueil et présentation du CCFD-Terre Solidaire (10 min) :
Avant de débuter, les animateurs et animatrices peuvent proposer un tour de table où chacun et chacune peut se présenter et dire s'ils ou elles connaissent le CCFD-Terre Solidaire. Ensuite, présentez l'association à l'aide de la vidéo suivante : « Le CCFD-Terre Solidaire en 2 min » (1'41), YouTube, 2019

Présentation de la campagne et de la crise de la dette des pays du Sud (30 min) :
Après cette introduction, donnez le déroulé de la séance et, à l'aide du PowerPoint, présentez la crise de la dette des pays du Sud. Faites le quiz « L'Injuste prix » qui suit le diaporama et apportez des éléments de réponse grâce au kit.

Présentation du déroulé de la séance (10 min) :
Donnez les objectifs de la séance et présentez différentes inspirations visuelles, notamment des affiches d'associations militantes. Quelques exemples ci-dessous :
- Greenpeace 'We are all inter-connected'
- Médecins du monde « Faire pleurer un enfant, ça peut lui sauver la vie »
- Coalition Climat 21 « Campagne Climat / COP21 »

Vous pouvez également vous inspirer de l'affiche du CCFD-Terre Solidaire ci-dessous :



Pour télécharger l'affiche en grand format, rendez-vous sur ce lien : ccfd-terresolidaire.org/campagne/injustices-economiques-climatiques-et-de-genre-redistribuons-les-cartes/

Ci-dessous quelques idées de slogans pour vous inspirer :
« Pile je gagne, face tu perds ! »
« Un système où les cartes favorisent toujours les mêmes n'a rien d'un hasard. »
« La donne se répète, les perdants aussi. »
« Mauvaise pioche, redistribuons ! »
« Tricher n'est pas jouer ! »

Brainstorming en petites équipes (20 min) :
Invitez les équipes à noter leurs idées sur une feuille pour la forme (choix des couleurs, des dessins, des visuels…) et pour le fond (mots clés, slogan…).

Réalisation de l'affiche (40 min) :
Les participant·es créent leur propre affiche sur le thème de la dette à partir du matériel fourni. Slogans, dessins, collages : ils et elles peuvent laisser libre cours à leur créativité !

Présentation des affiches, vote et clôture de la séance (10 min) :
Chaque équipe présente son affiche. Et, pour clore la séance, un bilan à chaud peut être proposé aux jeunes afin de faire un récapitulatif des points forts de la séance, des difficultés ressenties… et répondre aux différentes questions des participant·es.

Astuce :
Psst, pensez à la photo souvenir !

POUR ALLER PLUS LOIN

Il est tout à fait possible de valoriser les différentes réalisations des jeunes. En prenant en compte différents facteurs (envies, temps…), voici plusieurs propositions :
1) Valoriser les affiches sur Internet : invitez les jeunes à partager leurs affiches sur leurs réseaux sociaux tout en taguant le CCFD-Terre Solidaire.
2) Exposer les affiches et sensibiliser à son tour : que ce soit dans un établissement, une université, un centre social ou dans la rue, les participant·es exposent leurs affiches et expliquent à d'autres ce qu'elles signifient.



CCFD TERRE SOLIDAIRE

Référence : 511325

© Roberta VALERIO / CCFD-Terre Solidaire